

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 42 fr.
Six mois... 24 fr.	Six mois... 24 fr.
Trois mois... 12 fr.	Trois mois... 12 fr.
Chèque postal L'entente 556-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

L'ON VEUT ENCORE UNE FOIS, EN ESPAGNE, DRESSER LE POTEAU D'EXÉCUTION

L'Anarchiste J.-B. Acher "le Poète" va être exécuté

Encore une fois va s'élever en Espagne, dans l'Espagne inquisitoriale d'Alfonso « l'Africain », la tragique silhouette du poteau d'exécution pour assassiner un homme. Et cet homme, Jean-Baptiste Acher « le Poète », est un jeune anarchiste d'une exquise sensibilité, un anarchiste remarquable, doué d'un génie personnel qui en a fait un des meilleurs dessinateurs de cette époque.

Il appartenait aux anarchistes du monde entier d'élever la voix, encore une fois, pour protester contre ce nouveau crime que veut accomplir la bourgeoisie espagnole, dans la plus basse monstruosité, avec les éléments de la police et des forces réactionnaires.

Il s'agit ici non de supprimer un criminel, mais de se débarrasser de l'artiste, du dessinateur anarchiste, qui, par son crayon, est aussi dangereux seul pour le pouvoir dictatorial d'Espagne qu'une foule de révolutionnaires armés jusqu'aux dents. Hier, c'était Mateu et Nicolau qui faillirent être sacrifiés pour leur idéal de bonté et de justice ; aujourd'hui, c'est le jeune Acher (à vingt-trois ans) ! que l'on veut exécuter pour le même motif.

Toujours ! Toujours la même chose ! Toujours l'Espagne inquisitoriale attaque les hommes qui ont le tort de désirer un avenir meilleur et plus digne.

Quand finira donc cet état de choses qui déshonore l'Espagne ?

Nous allons essayer de raconter brièvement, à grands traits, les faits qui motivèrent les poursuites et la condamnation à la peine suprême qui a été infligée à notre camarade.

Deux explosions mystérieuses.

Acher est blessé

On vivait à ce moment-là les tragiques événements qui ensanglantèrent toute la Catalogne dévastée sous la botte de deux généraux, deux brutes : Anido et Arlegui, qui noyèrent dans le sang des prolétaires la tentative d'émancipation qui se produisit à Barcelone. Munis de pouvoirs discrétionnaires et animés d'un esprit despotique, ils firent assassiner, pendant les années 1920 et 1921, tout ce qui fréquentait les syndicats, faisant emprisonner de jour ceux qu'ils ne pouvaient assassiner la nuit dans les embuscades de rues qu'ils tenaient aux militants.

Les prolétaires étaient pourchassés à coups de feu dans les rues, torturés à la préfecture de police, martyrisés dans les prisons, insultés dans leur maison, devant leur famille et diffamés aux yeux du monde entier par la presse bourgeoise à l'aide de notes signalant les camarades arrêtés comme récidivistes de vols, crimes, délits infamants qui n'avaient jamais existé et que, par conséquent, personne n'avait jamais commis.

Après cette violente répression, les éléments réactionnaires décidèrent, pour démontrer au peuple de Catalogne la force de leur pouvoir, une grande fête qu'ils voulaient nationale et qu'ils appelèrent « Fête des Somatens », c'est-à-dire la fête des institutions militaristes dont faisait partie toute la bourgeoisie de Catalogne et qui constituait ce que nous pouvons appeler le « fascio » d'Espagne.

Cette fête se célébra le 24 avril 1921, à huit heures du matin, sur la Promenade de Gracia.

Au moment solennel où il était fait remise aux somatens d'un drapeau qui devait leur servir d'emblème et où ceux-ci se préparaient à défilier, une formidable explosion se produisit dans une automobile qui vola en morceaux, ne causant aucun accident, pas, la moindre égratignure !

On sut peu de temps après que l'automobile avait été louée place de Catalogne par deux individus, lesquels, d'accord avec le chauffeur, se dirigèrent vers Saint-Félix de Llobregat (petit village à quinze kilomètres de Barcelone). Une fois sur la route de Sarria (autre village des environs), les deux hommes tirèrent sur le chauffeur et le blessèrent grièvement. Ils repartirent avec la voiture et peu après se produisit l'explosion. Les deux hommes réussirent à fuir sans être arrêtés et sans que l'on puisse savoir autre chose sur leur compte.

Le 2 mai suivant, au quatrième étage d'une maison sise au n° 10 de la rue de Tolède, à six heures et demie du soir, se produisit une grande explosion produite par un mélange de liquides explosifs et inflammables que l'on y manipulait. La catastrophe causa cinq morts et quelques blessés, parmi lesquels un jeune homme qui se trouvait, à ce moment-là et par hasard, dans la maison où il venait chercher le linge que lui lavait chaque semaine une des locataires de l'immeuble.

Le jeune homme, qui était notre camarade J.-B. Acher « le Poète », descendit dans la rue à la recherche d'une pharmacie, pour s'y faire donner les premiers soins nécessaires par son état.

Transporté à l'Hospital Clínico, on constata de graves blessures aux mains, aux

jambes et à la poitrine, et on l'isola complètement et sérieusement.

La terreur policière. Par des procédés d'inquisition on fait parler Acher

Le 29 avril de la même année avait été arrêté Elias Saturnino, lequel, soumis à la question de cette manière : torsion des testicules, casque métallique compriment à l'aide d'une vis la base du crâne, planches métalliques compriment de la même façon la poitrine du patient, etc., déclara avoir commis, avec l'aide d'une amie, l'attentat sans victimes qui s'était produit à la fête des Somatens.

Dégagé des mains de la police par ses avocats, il fut mis entre celles du juge d'instruction devant lequel il se rétracta naturellement et nia sa participation à l'attentat. Le juge, convaincu de son innocence, le remit en liberté.

Pendant ce temps, Acher était toujours en traitement à l'hôpital, assisté par un policier déguisé en infirmier, lequel essaya, grâce à ce subterfuge, de connaître les camarades avec lesquels Acher pouvait entretenir des relations.

Quelques jours après, une bande de criminels du Syndicat libre, payés par l'or patronal, aidés par la police, parcourut, revolver à la main toutes les rues du cinquième district, entrant dans toutes les maisons, jetant tout dans la rue, bouleversant tout sur son passage. Ils demandaient « El Mula », camarade et ami d'Acher. Ils arrêtaient ainsi le père et le frère de celui-ci, les conduisant à la préfecture où ils les torturèrent pour les obliger à dire où étaient leur fils et leur frère. Et ce père avait cinquante ans ! Jamais il n'avait été dans le mouvement !

Durant ces opérations de rues vingt-quatre individus furent arrêtés sans qu'on puisse leur reprocher le moindre délit.

La police se présenta alors à l'Hospital Clínico et, par des moyens d'inquisition, contraignit « le Poète », qui était isolé dans une chambre spéciale, à signer une déclaration dans laquelle il se reconnaissait comme l'auteur de l'attentat de la fête des Somatens et, en même temps, agresseur du chauffeur blessé sur la route qu'il, cependant ne reconnaît pas, dans Jean-Baptiste Acher, celui qui le blessa.

Une autre camarade, Rosario Sagarra, fut détenue d'abord à Perpignan et remise ensuite entre les mains d'Arlegui qui la tortura en lui torturant les seins à la préfecture de police, lui faisant ainsi avouer que, complice d'Acher et de Saturnino Elias, ils étaient, tous les trois, les auteurs de l'explosion de la promenade de Gracia.

Le procès : condamné à mort

Voilà les faits ; ensuite vint le procès qui eut lieu devant un jury composé d'individus qui appartenaient aux Somatens.

Le procès fut remis quatre fois de suite. Le procureur demandait pour Acher deux ans de prison pour « attentat sans victimes » et trente pour fabrication d'explosifs et pour des autres : six et trente ans respectivement pour les mêmes délits.

La logique eût voulu que les deux procès fussent jugés dans l'ordre où les faits s'étaient produits ; mais, dans la loi espagnole, le Code ne prévoit pas la peine de mort pour la fabrication d'explosifs, tandis qu'il la prévoit pour « attentat sans victimes » si, toutefois, le coupable a déjà été condamné pour un fait similaire, et c'est pour pouvoir supprimer l'artiste dangereux qu'était Acher qu'il fut condamné d'abord à trente ans pour la fabrication d'explosifs créant ainsi la récidivité factice qui devait permettre de le condamner à mort pour l'affaire de la fête des Somatens qui, cependant, était antérieure.

Le procureur, qui n'avait jamais demandé jusqu'alors la peine de mort, réclama l'acte d'accusation et exigea la peine de mort au lieu des douze ans qu'il avait primitivement réclamés. Le grand malheur fut qu'il l'obtint ! Et ceci est une monstruosité juridique ! Hélas ! ces énormités fourmillent dans la façon de rendre la justice en Espagne !

Dans toute cette procédure, comme dans la déposition du chauffeur, qui affirme ne pas connaître Acher, qui, en outre, déclare la présence de seulement quatre hommes dans l'automobile, alors qu'il y en a déjà 6 de poursuivis, résident la preuve de l'iniquité de ce ténébreux procès et la démonstration de l'innocence des accusés monstrueux qui pèsent sur Acher.

Enfin, le jugement fut rendu en novembre 1922. La répression continue. Les hommes tombent toujours, frappés dans la rue. Pendant ce temps, Acher subit son long martyre, supportant cette condamnation comme une épée de Damoclès suspendue

sur sa tête, et faisant appel du jugement inique qui l'avait frappé. L'affaire vint devant le Tribunal Suprême (Cour de Cassation) au bout de dix-huit mois et la sentence monstrueuse fut confirmée.

Que fera Primo de Rivera ?

Vient le coup d'Etat militaire. Primo de Rivera arrive au pouvoir, représentant des Somatens de toute l'Espagne et du roi Alfonso, ami des Somatens et courbé sous la férule du dictateur.

On veut profiter de ces circonstances dictatoriales pour exécuter ce jeune homme qui n'a commis d'autre délit que celui de penser sainement et librement.

Si tous les hommes bons et généreux du monde entier, si tous les esprits élevés et sensibles ne font le geste d'humanité et de solidarité qu'ils doivent à l'un des leurs si malheureusement et si injustement persécuté, le jeune artiste de talent qu'est J.-B. Acher, « Shum », le « Poète », sera sacrifié au bourreau de Sa Majesté très catholique.

Le gouvernement dictatorial espagnol peut être assuré que s'il persiste dans le triste dessein de dresser encore pour Acher le poteau d'exécution, le monde entier se dressera devant l'horreur de ce crime. Et, devant l'Histoire, Primo de Rivera sera accusé d'avoir fait revivre encore une fois à la Péninsule ibérique les temps maudits de l'Inquisition.

Mais nous sommes certains que tout ce qu'il y a de sain dans cette population, organisée ou non, protestera énergiquement contre le crime qui se prépare.

Nous attendons de tous ceux qui se sont dressés en faveur d'Unamuno un geste au moins équivalent en faveur d'Acher, geste qui a déjà été accompli par tous les savants, professeurs et artistes d'Espagne. Nous sommes, en outre, à la disposition des individualités et des groupes, tels que le « Comité de Défense Sociale », la « Ligue des Droits de l'Homme », etc., pour leur fournir tous les renseignements complémentaires sur cette affaire.

LE COMITÉ PRO-ACHER.

P.-S. — Toutes les communications qui concernent ce Comité devront être adressées au *Libertaire*, 123, rue Montmartre.

LA PAUVRE VIEILLE ne doit pas être expulsée

Nous avons relaté ces derniers jours la menace d'expulsion dont était victime une vieille femme de soixante-six ans, mère de dix enfants, et qui occupait son appartement depuis plus de vingt-trois ans. Les sommes qu'elle a payées dépassent probablement le prix de la maison qu'elle habite, et son proprio n'a même pas l'excuse que, sa locataire ne solde pas régulièrement son terme. Mais la rapacité des vautours ne connaît plus de bornes, et estimant que son immeuble pourrait encore grossir ses revenus en changeant d'habitants, il n'hésita pas à envoyer du papier timbré à la vieille femme qui ne peut trouver ailleurs de logis.

La Fédération des Locataires, prenant en mains les intérêts de la vieille locataire, réussit à faire rapporter l'arrêt d'expulsion, mais voici que l'on annonce que ce matin l'expulsion aura lieu « manu militari ». Le quartier serait mis en état de siège, et la police se mettrait au service du propriétaire.

Espérons qu'une foule énorme se trouvera donc aujourd'hui au 16 de la rue Gauthier, pour empêcher l'huissier, aidé par la ficelle, d'accomplir sa triste besogne, et que la pauvre femme pourra terminer ses vieux jours dans la maison qu'elle habite depuis si longtemps déjà.

L'appel de la Fédération des Locataires

Nous invitons tous les locataires disponibles à se rendre aujourd'hui mardi, sept heures du matin, 16, rue Gauthier, Paris (17°), pour s'opposer à la tentative d'expulsion d'une femme veuve et de dix enfants.

Nous espérons que tous les gens de cœur se feront un devoir de venir protester avec nous pour empêcher l'accomplissement de ce véritable scandale.

GROUPE DE SAINT-DENIS

Aujourd'hui, à 20 h. 30
Salle de la Légion d'Honneur

CONFÉRENCE PUBLIQUE
ET CONTRADICTOIRE
sur : Le mensonge électoral
par Louis LORÉAL

ROLAND BONAPARTE est mort

Le prince Roland Bonaparte est mort hier matin à 5 h. 30, en son hôtel de l'avenue d'Iéna. Il était le petit-fils de Lucien Bonaparte, frère de Napoléon Ier et était né à Paris le 19 mai 1853. De par sa naissance, il fut rayé des cadres de l'armée par application de la loi du 22 juin 1886, concernant les membres des familles ayant régné sur la France et l'on ne peut que s'en réjouir, car la vie civile permit à cet héritier de l'empereur de se consacrer tout entier à la science.

Toute sa vie se passa en voyages d'exploration, en recherches ethnographiques et anthropologiques. Il publia de très intéressants ouvrages de géographie et à plusieurs reprises, fit à l'Académie des sciences des donations importantes destinées à encourager les recherches scientifiques.

Depuis quelques années, il se particulièrement dans l'étude des fougères et consacra 13 volumes d'un réel intérêt sur le résultat de ses recherches.

La mort de Roland Bonaparte est une perte pour la science, à laquelle il avait voué sa vie. Et nous soulignons tout particulièrement, l'influence heureuse qu'eut sur lui l'impossibilité de remplir aucun emploi public, étant membre de la famille impériale.

NOTRE CONCOURS-ENQUÊTE

Le Politicien le plus méprisable ? Le Parti le plus dangereux ?

Les réponses affluent. Elles sont, comme il le fallait, des plus diverses. Tous les politiciens et tous les partis écopent chacun à leur tour. Nous nous réjouissons de ces premiers résultats.

De Lyon, c'est le camarade Benoit qui nous écrit :

Politicien le plus méprisable : MILLE-RAND. — Raisons : Parce que lorsqu'on a écrit, comme il l'a fait, il y a quelque vingt ans, la réalité écoeuvante qu'est la présidence de la République, on ne pousse pas le cynisme jusqu'à occuper cette présidence.

Parti politique le plus dangereux : LES ECUMEURS DE LA RÉPUBLIQUE. — Raisons : Parce qu'avec un bloc de gauche ou de droite, ils seront toujours au pouvoir pour raffer le peu de ressources que l'Etat possède encore.

BENOIT.

Jean Serru est un sympathisant, nouvellement sorti des partis communistes. Il répond sans hésiter :

Avant de répondre aux deux questions de votre concours-enquête, je tiens à vous dire que, étant en dehors de tout groupement, après mon passage successif du parti socialiste au parti communiste, en passant par le comité de la troisième internationale, et finalement au parti communiste unitaire, où je ne suis aperçu combien ma faible voix était perdue au milieu des témoins, et cela date depuis 1912, ma réponse n'est pas d'un anarchiste actif, mais d'un sympathisant. De ce fait, mon appréciation sera sûrement médiocre, jugée du point de vue anarchiste. La voici quand même.

Première question : MILLERAND est, à mon avis, l'homme politique le plus méprisable. Il caractérise tous les méprisables confrères. Je le choisis parce qu'il a atteint le degré le plus élevé de la puissance, en employant les moyens qu'emploieront demain ses successeurs socialistes ou communistes. Il est surtout méprisable parce qu'il a renié les idées qu'il prétendait avoir, et parce qu'il se sert de sa puissance pour opprimer chaque jour davantage les hommes qui ont eu la bêtise d'en faire ce qu'il est.

Deuxième question : L'ACTION FRANÇAISE, avec sa bande de fanatiques, commandée par des officiers intéressés, me paraît le parti le plus méprisable. Ce parti a à sa disposition des armes, de l'argent, et une méthode d'action concertée. Il est d'autant plus nuisible, et sera demain d'autant plus fort que les politiciens se disent révolutionnaires en vue à la dissociation des révoltes pour satisfaire leur ambition personnelle.

Jean SERRU.

Jacques Spiller, lui non plus, n'est pas sous le charme de l'héritier des quarante rois qui en mille ans firent la France.

Ecoutez-le plutôt : Première question. — Un être qui sous le pseudonyme d'homme pouvant trouver matière à s'enorgueillir dans le grade si abject de chef des « Camelots du Roy » — Camelots du Roy, l'oute en souffre — et

POUR NOTRE CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE

Faites vite

La foire électorale est déjà ouverte et le 17 courant les panneaux seront officiellement à notre disposition pour y apposer nos affiches.

Mais à cette date est-ce que les camarades de la province auront dressé leur liste électorale afin d'avoir le droit de faire de la propagande libertaire à peu de frais ? Nous l'espérons. En tout cas l'Union Anarchiste est à leur entière disposition pour leur fournir tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin. Mais qu'ils se hâtent de les demander, il n'y a plus de temps à perdre.

Ceux d'entre vous qui ont reçu une liste de souscription sont priés de nous la retourner, bien remplie, sans trop tarder. Ceux qui n'en ont pas reçu sont instamment invités à nous envoyer leur obole. Il ne se peut pas que des anarchistes sabotent notre campagne antiparlementaire ; ce serait le faire que de nous priver des sommes d'argent prévues comme absolument indispensables pour le minimum de propagande électorale déjà annoncée.

NOTRE CONCOURS-ENQUÊTE

Le Politicien le plus méprisable ? Le Parti le plus dangereux ?

pouvant faire don de sa dignité jusqu'à annihiler en soi le sentiment de père, en vomissant sur le malheureux et sublime cadavre de son fils — une âme si précieuse, son fils ! Cruelle ironie du sort — toute une ordure de mensonges et de haines, qu'il a-t-il de plus méprisable, oh ! Léon DAUDET !

Deuxième question. — Certes tout parti, s'il a pour base une dictature, est nuisible pour l'obtention d'une liberté intégrale. Néanmoins, certains partis marquent une étape quelconque sur le chemin de la liberté. Et c'est peut-être, le premier siècle qui voit tant d'hommes désirer si ardemment la liberté.

Or, vouloir réinstaurer un Etat MONARCHIQUE à une époque où tant d'esprits bouillent encore d'une insouffrante indignation à la pensée de toutes les victimes occasionnées par tous les rois, où les vieux cachots résonnent encore des plaintes des martyrs c'est pousser le paradoxe jusqu'à l'ignominie. N'est-ce pas messieurs les docteurs des matraques ?

Jacques SPILLER.

Georges Laingui, après quelque hésitation, fixe son choix dans le tas d'ordures :

Première question. — Je suis bien en peine pour faire une sélection parmi cette bande de canailles ; mais à mon avis, pratiquement, le plus méprisable, c'est COLRAT.

Il est la férocité répressive personnifiée ; il a eu la lâcheté de laisser souffrir une femme jusqu'au dernier moment.

Deuxième question. — Les plus méprisables, sont les MOSCOUTAIRES. Parce que sous l'habit des « défenseurs du prolétariat » on découvre les « assassins » de la fleur de notre jeunesse syndicaliste et révolutionnaire.

Or, je préfère avoir deux ennemis connus, mieux qu'un inconnu.

Georges LAINGUI (Oran).

Quant à Eugène Ségat, il se refuse à choisir. C'est peut-être plus sage.

L'homme politique le plus méprisable ou le parti le plus maléfaste sont aussi impossibles à déterminer l'un que l'autre. Pour moi, il n'y a qu'un régime exécrable, un monstre à plusieurs têtes, et je ne sais si un Poincaré, un Le Troquer ou des Clemenceau et tant d'autres, sont plus responsables de ce que la Société a de réjouissant, que le boudard qui crie « vive le tyran », ou le malheureux qui, sans avoir trop bien réfléchi va voir, fût-ce d'un peu loin, le roi de Roumanie.

Mais j'ai la certitude que s'il y avait des degrés dans la malveillance politique, et partant s'il y avait un homme politique plus criminel que les autres, il lui aurait été impossible, les autres se trouvant des poids morts, d'accomplir tous les forfaits, tels que guerre, emprisonnement perpétuel de l'innocence, étranglement de toute pensée libre et généreuse, protection cynique des voleurs légaux, exploitation éhontée du malheureux, et abandon complet à son malheureux sort, de celui qui, malade ou vieillard, ne peut gagner son pain.

Eugène SÉGAT.

POUR L'ÉDIFICATION DES ANARCHISTES

Ceux qui préconisent le vote

Si Libertad et Pierre Martin revenaient de ce monde, ils manifesteraient, certes, autant de surprise et d'indignation que le Christ, dans le *Revenant*, de Riclus, en constatant la façon dont certains de leurs disciples — communistes ou individualistes — interprètent aujourd'hui l'esprit libertaire.

Déjà nous avions eu, en 1919, la comédie du citoyen Aubin, se servant de son titre d'ancien secrétaire de rédaction du *Libertaire* pour inciter les anarchistes à voter contre le Bloc National. Aujourd'hui, nous voici devant des exemples plus pitoyables encore de reniement absolu des idées antiparlementaires, de l'action antivotarde de la part de personnages qui faisaient cependant, hier encore, figure de militants anarchistes. Et nous avons la douleur de les rencontrer, pour cette basse besogne électorale, en la compagnie de sinistres aventuriers, fameux pour leurs basses œuvres de dénigrement et de sabotage contre tout le mouvement de l'Union Anarchiste.

Contant, le brave Contant, l'intègre Manuel Devaldès, acceptant, sous les auspices de François (alias Barbé), d'être mis dans le même sac qu'un Bergeron, pour y célébrer la nécessité du vote, pour y chanter à pleine voix le geste auguste et indispensable de l'électeur.

« Ce n'est pas possible ! » dira le camarade qui lira ces lignes.

Eh bien, pour vous convaincre, ami lecteur, voici des coupures édifiantes du *Semeur de Normandie* (9 avril 1924).

Côté à côté, Contant et Bergeron y chantent l'identique roman, sous le même titre : « Votons en chœur pour le Bloc des Gauches ! » Laissons-leur la parole, pour l'édification des anarchistes :

Mon cher François,

Tu connais mon opinion à ce sujet. N'avons-nous pas, ensemble, fait campagne pour la candidature de Goldsky, dans la région caennaise, lors de la dernière élection pour un siège de conseiller d'arrondissement. Cette opinion date d'assez loin, d'ailleurs, puisque, en 1919, déjà, j'avais proposé la candidature Cottin...

N'est-ce pas le bulletin de vote, malgré toute l'aversion ou le dédain qu'on peut avoir pour lui, qui a sorti Marly et autres marins de la mer Noire ? C'est là, à mon avis, un résultat appréciable, qui peut, certes, nous porter à méditer sur le peu de relations qu'il y a, présentement, entre l'intégrité doctrinale de nos principes et les nécessités de la vie, qui peut nous donner à réfléchir amèrement sur le manque de force et de volonté des révolutionnaires ; mais moyen qu'il faut retenir néanmoins, s'il doit assurer la libération prochaine de tous les camarades. Et le sort laissent les pires procédés des politiciens qu'ils condamnent, pour s'assurer la prépondérance au sein du mouvement où ils s'agitent.

Et puis ! il faut se souvenir aussi des leçons de l'histoire : n'est-ce pas à la suite d'incessantes campagnes électorales et non par l'action directe, par l'action de masse, que les Commandants, sont en droit d'espérer leur libération. Pense-t-on suffisamment, parmi les détracteurs, à toute la somme de souffrances indicibles que représentent toutes les alternatives d'espérance et de désespoir qui ont pu se faire jour dans l'esprit des enfermés...

Il ne faut donc pas plus attendre, il y en a assez qui en sont morts, pour poser nettement, efficacement et définitivement espérances, la question de l'Amnistie générale. Et, à tort, prendre, les suggestions valent bien les manifestations... d'impuissance que d'autres ont pu organiser. Pour ma part, l'estime, et ce sera la ma conclusion, que les moyens de pression sont bons lorsqu'il s'agit de rendre à la liberté et à la vie un Cottin, un G. Rolland, une Jane Morand, un Goldsky et toutes les autres malheureuses victimes des répressions gouvernementales. Et nous devons nous sentir coupables, alors que nous sommes relativement libres, et que nous vivons à nos occupations, de ne pas les avoir employés tous jusqu'à maintenant.

Contant.

J'ignore la pensée intime des animateurs de ce journal (qui a la sagesse de ne s'être entravé d'aucune étiquette. Ce sont des anarchistes. Mais leurs articles, l'allure donnée à cet organe de collaboration accueille nous les font apparaître libérés de tout dogme. Le dire ? Ils procèdent tout simplement au « révisionnisme » de l'anarchisme orthodoxe. La besogne a déjà été commencée ailleurs, pour la France. Est-ce la leur pensée intime ? J'ignore. Mais telle est bien l'impression que nous donne le « Semeur ».

Je ne veux pas insister davantage. Puisque, aussi bien, telle n'est pas la question que je veux aborder.

François termine un article (n° 13) :

« D'un côté de la balance : des milliers d'agoneurs, de l'autre : un bulletin de vote ; pouvons-nous, par notre reniement, la faire pencher en faveur de ces malheureux ? »

C'est un cas de conscience qui se pose et que nous avons le devoir de discuter.

Parfaitement. Mon opinion est précise : rien à attendre du Bloc National. Le Bloc des Gauches, lui (ne serait-ce que par démagogie. Nous connaissons les politiciens...), nous apportera, s'il triomphe, la loi d'amnistie. Des lors, pourquoi hésiter ? Chaque bulletin de vote non déposé en faveur du Bloc des Gauches, c'est une chance de moins de voir sortir nos emprisonnés. Assurons le triomphe du Bloc des Gauches, dans la mesure de nos moyens, soit en VOTANT.

D'autres raisons militent en faveur du vote des libertaires aux prochaines élections législatives. Le « Semeur » appuie de toute sa force la campagne en faveur de la reconnaissance de l'Objection de Conscience. Avec le Bloc National, il y a peu à espérer. Il en va autrement avec le Bloc des Gauches.

Et de deux.

Examinons la situation présente (nationale et internationale). Son examen m'a amené à poser dans les derniers « Vagabonds » :

« Le triomphe du Bloc National, c'est le fascisme (suppression des huit heures — dissolution des syndicats — congrégations subventionnées, etc.). Les libertaires disposent-ils de forces suffisantes pour lutter contre ce fascisme qui les attendent directement ou indirectement ? Si non ne feront-ils pas bien de VOTER pour le Bloc des Gauches ? »

Eh de trois.

Des gouvernements actuels d'Europe, le gouvernement travailliste d'Angleterre est le seul à être de gauche (celui de Russie pouvant être catalogué d'extrême gauche). A faire cavalier seul, il ne peut guère réaliser. Que les élections françaises aient pour le Bloc des Gau-

ches. Les deux pouvoirs pourront s'appuyer l'un sur l'autre pour une solution pacifique des différents conflits existants.

Et de quatre.

Mais ne retenons, si vous voulez, que l'« Amnistie » et le « fascisme en marche ». Ces deux motifs ne sont-ils pas suffisants pour que le libertaire « vote », aux prochaines élections, en faveur du Bloc des Gauches ?

Je ne dis pas de prendre part « active » aux élections : militer au sein du Bloc des Gauches, prendre en sa faveur la parole dans les réunions publiques. Loin de moi cette idée. Restons en marge. Ce simple geste : le jour des élections, aller déposer son bulletin dans l'urne.

Mais c'est se « donner un maître ». Je l'ai dit ailleurs : ne pas voter, c'est laisser le soin aux voisins de vous doter d'un maître.

Mais, au moins, en ne votant pas, nous avons la satisfaction « morale » de n'être pour rien dans la nomination de ce maître. Hélas, lorsqu'on reçoit les coups de trique sur les reins, la satisfaction « morale » est bien maigre de pouvoir se dire : ce n'est pas de ma faute si je reçois ces coups, je n'ai pas nommé de maître. Les coups sont là tout de même.

L'hostilité des anarchistes vient surtout du dogme. « Ne pas voter » est un rite. Il faut le suivre. Voyons. Les libertaires militent-ils dans les syndicats. Ils participent-ils aux votes, aux congrès. Ils votent. Ils se donnent donc des maîtres. Ce qui ne les empêche pas de combattre ces maîtres, si ceux-ci ne leur plaisent pas. Pourquoi ce qui est tolérable dans la vie syndicale, devient intolérable dans la vie sociale ?

Je ne veux pas m'étendre davantage. Je tiens à dire encore. Mon attitude « votarde » aujourd'hui est opportuniste. Je l'estime nécessaire pour l'avenir, ni dans mon attitude vis-à-vis du Bloc des Gauches lorsqu'il se sera stabilisé et... compromis (encore une fois, je n'ai aucune illusion sur les politiciens), ni dans mon attitude vis-à-vis des élections ultérieures.

Cas de conscience, a écrit François. Parfaitement, cas de conscience. Et j'espère que nombreux seront les libertaires qui le résoudreont non en « doctinaires », mais en « hommes ».

Paul Bergeron.

De l'infatigable bonhomme, disciple de Lux, qui signa Bergeron tant et tant d'immondices sur le compte des meilleurs militants du mouvement anarchiste, rien ne nous étonne. Il est tout naturel qu'il fasse le jeu de ceux qui le payent pour ses sales besognes antirévolutionnaires. Mais nous regrettons bien sincèrement de voir un Manuel Devaldès déchoir au point d'écrire ces lignes :

D'autre part, comme nous le faisons remarquer dernièrement Paul Bergeron, celui qui n'exprime pas son vote laisse à l'autre le pouvoir de lui imposer un maître. L'abstentionnisme antiparlementaire n'a de raison d'être que pour un anarchiste révolutionnaire qui attend une révolution et une révolution telle qu'elle permette aux individus de vivre sans lois, respectueux de l'individualité de chacun. Mais c'est une révolution qui n'aura lieu que demain... et même après-demain, d'autant plus qu'avant il faudrait que tous les individus eussent fait leur révolution dans leur cerveau et dans leur cœur. Si nous restons sur le terrain réaliste et actuel, nous sommes obligés de juger comme Bergeron...

Car nous avons connu, avant la guerre, un Manuel Devaldès qui, au nom de l'individualisme anarchiste, et magistralement repoussé les propositions votardes de n'importe quel Bergeron.

Décidément, l'ignoble Tueries n'a pas seulement détruit les corps de millions de jeunes gens, elle a aussi singulièrement débilité les cerveaux les mieux construits.

Quant à Contant, il y a déjà un moment que nous le voyions glisser sur la pente fatale de l'opportunisme et du réformisme social, jusqu'à l'électorisme qui le met — hélas ! — aujourd'hui hors des limites mêmes de l'anarchisme, en pleine politique.

Déjà, au Congrès de Levallois, nous nous étions opposés à l'étrange conception qu'il voulait faire adopter, selon laquelle l'Argent était conservé et employé par les Anarchistes au lendemain de la Révolution.

Un peu plus tard, nous constatons avec peine son scepticisme croissant sur l'efficacité des moyens révolutionnaires pour l'émancipation des individus.

Il n'avait plus qu'à mettre sa confiance dans le bulletin de vote. C'est ce qu'il a fait. Tant pis pour lui.

Ah ! si Libertad et Pierre Martin revenaient parmi nous... A lire, sous prétexte de communiste-libertaire, les déclarations de Contant et de Barbé, le bon Pierre Martin aurait de la tristesse. A voir comment Bergeron et Devaldès prostituent l'individualisme anarchiste dans la fange électorale, Libertad s'indignerait, et, à grands coups de béquille, il prouverait, sur le dos des faux compagnons, l'éternelle efficacité des méthodes de violence au service de l'individu.

Et je ne sais pas trop, dans la circonstance, ce que deviendraient nos deux fantoches armés de leur seul bulletin de vote.

AU MAGNÉSIMUM

De Moro-Giafferri

Avocat de talent, il défendit plusieurs causes célèbres, et acquit, de ce fait, une certaine notoriété qu'on ne peut pourtant pas expliquer, car ses clients eurent assez de veine — onques n'en vit acquiescer un.

Mais l'avocat Moro-Giafferri ne mérite en cela aucun reproche, car il développa toute son éloquence au service de ceux qu'il défendait : il aurait dû ne pas se départir de cette fonction.

Malheureusement, il a conscience de son talent et il a les dents longues, très longues.

Aussi, dès son jeune âge, dirigea-t-il ses regards vers le Palais-Bourbon.

Quelque temps avant la guerre, il était président des Comités Plébiscitaires (lire Bonapartistes) et fut candidat napoléonien à Paris, ce qui lui valut, du reste, une belle veste.

En 1919, il avait un peu dévié dans ses conceptions parce que le prince Napoléon lui fit entendre qu'il ne voulait pas se mêler de politique et, par conséquent, ne voulait pas lâcher d'argent.

Donc notre Moro était devenu, par la

force des choses un républicain national et tête de liste en Corse.

Il fut élu. Au bout d'un an de « métier » il vit que Millerand et Briand qui occupaient le plateau gouvernemental se déclaraient républicains-socialistes. Il fit donc comme eux.

Il fit de belles interventions en faveur de l'Amnistie, mais votait quand même pour Briand.

Républicain-socialiste aux Folies-Bourbon, il se présente comme Poincariste en Corse... ce qui lui valut une belle paire de gifles que Poincaré lui appliqua dans la séance de la Chambre de samedi.

Il sera encore réélu et redeviendra féroce comment adversaire de Raymond quand il aura son mandat en poche.

Moro-Giafferri est d'un pays où l'on ne pardonne pas les injures — si ses idées étaient corse, il y a longtemps qu'elles l'auraient tué.

LORE.

Bizarre...

Moscou, 14 avril. — Un groupe de condamnés du « Centre d'Action » a publié dans la presse de Kiev, la déclaration suivante :

« Ayant pris connaissance du télégramme de M. Poincaré demandant d'adopter le sort de certains d'entre nous, nous déclarons que tout conserné que nous soyons de la condamnation sévère qui nous est appliquée, nous considérons néanmoins comme inadmissible toute immixtion quelconque soit de gouvernements étrangers dans les affaires intérieures de la République. »

« Notre procès concerne exclusivement la vie intérieure de l'U.R.S.S. Aussi nous attendons une décision définitive sur notre sort des organes suprêmes de notre République. »

Ont signé : Constantin Nicolas Vasilenko, Smirnov, Tcheigansky, Iakolov, Onichenko, Pavliouk, Tchebakav, Edinovskiy, Tolpygo, Vinogradova, Kaputinskaya et Léonie Znaïda Koutzevalova.

Un des principaux inculpés, Onitchenko, ajoute :

« Le châtiment sévère qui nous frappe pèsera sur la conscience de ceux qui nous ont fait participer à une action politique dirigée contre les ouvriers et les paysans, qui a fait de nous de grands criminels aussi bien aux yeux de tous les travailleurs que devant notre propre conscience. » — (Radio.)

Si ce document est exact il nous donne une fiche idée de ces condamnés de Kiev, qui, par cette déclaration, ont cherché plutôt à se mettre bien avec leurs bourreaux.

L'exécution du Verdict est suspendue

L'exécution du verdict prononcé contre le « Centre d'Action » a été suspendue. Le dossier, a été remis au Procureur du Tribunal Suprême de Kharkov. — (Radio.)

La décision ci-dessus nous fait mieux comprendre la déclaration de ce groupe de condamnés du « Centre d'Action », déclaration qui leur a sans doute été dictée en vue de leur grâce.

Décidément, non, les condamnés de Kiev ne sont pas des révolutionnaires.

DANS les CABARETS

A LA MUSE ROUGE

Les camarades qui donnent leur effort à cette œuvre de propagande révolutionnaire ne m'en voudront pas si je résume sous cette rubrique mes impressions sur le spectacle que pour un prix modique ils offrent. Ce qu'il faut dire, tout d'abord c'est que la Muse Rouge se distingue des différents cabarets et music-halls en ce qu'elle n'est pas une affaire commerciale et que les poètes, chansonniers et interprètes qui donnent leur concours, n'en font pas profession. Ce sont des ouvriers, des employés qui en dehors de leurs occupations à l'atelier ou au bureau s'efforcent de présenter à leurs camarades de labeur, des œuvres plus saines, plus animées d'esprit de révolte contre les iniquités sociales que celles qui sont généralement débitées chez les mercantis du spectacle.

Le groupe de la Muse Rouge est la continuation du groupe des poètes, chansonniers et artistes révolutionnaires, fondé en 1901. On chantait alors les fameuses chansons « explosives » du Père La Pucier.

La guerre vint qui priva le groupe des précieuses collaborations d'Israël et de Daulier. En 1918, avant la levée de l'état de siège, les poètes et chansonniers révolutionnaires reprirent leurs goguettes mensuelles, rue Dupatit Thours.

Maintenant la Muse est installée à la Maison Commune, rue de Brelagne. Sur une scène minuscule, tendue de rouge, accompagnée par le compositeur Droccos, les poètes chansonniers et interprètes, viennent, avec toute leur bonne volonté, avec art, dire leurs espoirs, leurs haines, qui sont aussi les espoirs et les haines des prolétaires qui les écoutent.

La chanson joue un rôle qui est bon de ne pas méconnaître. Dans les bouillottes plus ou moins et occultement subventionnées, les ordures patriotico-pornographiques, les plus plates stupidités, présentées par des goguettes sans esprit, empoisonnent la foule, l'abrutissent.

Les camarades de la Muse Rouge veulent réagir contre cela. Bravo.

Il importe de les soutenir, de les encourager, de faire en sorte que l'on puisse trouver dans ces manifestations, non seulement la note révolutionnaire, sentimentale, satirique, mais aussi la note d'art, qu'on se si bien avant hier soir, nous faire goûter, un interprète de Richepin, (feu Jean Richepin comme dit Clovis) et Marguerite Grayval, occasionnellement là.

Donc camarades, n'oubliez pas le Cabaret fraternel d'éducation récréative de la Muse Rouge. Vous passerez-là, en camaraderie, une bonne soirée.

P. MUALDES.

En vente à la LIBRAIRIE SOCIALE
9, rue Louis-Blanc, PARIS-10^e

Les Illusions de la Victoire

suite à la « Grande Illusion »
par
NORMAN ANGHILL

6 fr. 75 : franco 7 fr. 50
Chèque postal : Soubervielle 598-55 Paris

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Moi, je rigole ! Pourquoi ? Mais parce que c'est dans mon tempérament. Parce que je n'ai pas encore de maladie de vessie, que mon foie, mes reins, mon estomac sont dans un état assez satisfaisant. Ce n'est pas pour me vanter, mais je suis persuadé d'avoir ri en des circonstances où bien des autres que je connais et que j'estime se seraient jetés la tête contre les murs. Et Dieu (s'il existe) sait combien ils étaient solides ces murs !... Je n'en suis pas plus brave pour cela. Je suis, pour la lâcheté, le manque de courage si vous préférez, dans la bonne moyenne. Mais je n'ai pas à vous faire de confession. Je me connais, cela suffit. Je pourrais même ajouter que je me connais trop. Je disais que des choses qui, pour d'autres, semblaient tristes, ont le don de me dérider. Exemple, la position qu'ont cru devoir prendre aux prochaines élections un certain nombre de camarades connus pour leurs idées anarchistes. Certes, ils sont bien libres. Je n'en voudrais de porter sur eux un jugement quelconque. J'aime mieux les gens qui disent franchement : « Il faut voter ; je voterai », que ceux qui se déclarent farouchement et publiquement antivotards et qui vont, le jour du scrutin, jeter dans la boîte électorale leur carré de papier hygiénique. Et puis, je ne me frappe pas, ce ne sont pas les quinze voix réunies des anarchistes votards qui sont capables d'influencer la politique générale de la République. Je les laisse volontiers jouer à pigeon-vote. Ils n'en seront — et nous aussi, hélas ! — que mieux plumés.

Le triomphe du Bloc des Gauches doit, paraît-il, donner la liberté aux cent mille embastillés. Une preuve ? C'est que le Bloc National a libéré Marly et les marins de la mer Noire. Vous ne voyez pas quel rapport ?... Moi non plus. Ce n'est pas tout. Le Bloc des Gauches reconnaît « l'objection de conscience » ; en coopération avec le gouvernement anglais, il fera régner partout le bon ordre et la paix... Donc, tous aux urnes, et pas d'abstentions. Si toutefois vous êtes électeurs !... Si vous ne l'êtes pas, faites de la propagande auprès de vos amis et connaissances. « Ne pas voter est une trahison ». A bas les dogmes ! Vive le super-patriote Herriot !

Mais ce n'est pas cela — bien qu'il y ait déjà de quoi — qui me fait rire. C'est que je me reporte, par la pensée seulement, hélas ! à cette année 1920, — qui n'est pourtant pas si éloignée que cela. Je faisais partie de ce pauvre petit bout d'homme de Parti communiste, qui n'était autre qu'un groupement d'action révolutionnaire, antiparlementaire, à tendance nettement communiste-fédéraliste, libertaire. Nous étions d'ailleurs un certain nombre, dont la majeure partie est revenue à l'Union Anarchiste, qui n'avons jamais mis sous le boisseau nos idées anarchistes.

Qu'est-ce que j'ai pris à ce moment-là ? Parce que j'avais eu l'audace de préconiser l'union de tous les communistes-anarchistes dans une organisation sérieuse, j'ai été traité de professeur de confusionnisme. Les colonnes du Libertaire ne suffisaient pas à dénoncer « la confusion ». Je me demandais ce que ça aurait été s'il avait été question à ce moment de bulletin de vote !... Toucher à l'intégrité de la pure doctrine, mettre en doute la possibilité des temps futurs tels qu'ils ont été annoncés par les prophètes ? Quel sacrilège !... Rien que d'y penser, j'en ai la chair de poule !...

Eh bien, toute cette doctrine, tout cet échafaudage philosophique au nom duquel on jetait l'anathème sur les schismatiques de mon espèce, s'est écroulé. Tout cela ne vaut plus un pet de lapin. Il faut reviser. Il faut voter. La Révolution ? Balancez !... L'Anarchie ? Une belle petite fleur bleue que l'on garde précieusement desséchée entre les feuillets d'un calepin et que l'on se montre en cachette entre trois ou quatre privilégiés. La masse ? Pouah !... Vaut-elle la peine qu'on s'en occupe ?...

Et c'est parmi les plus après févriers de 1920 que l'on trouve en 1924 les plus ardents révisionnistes.

Ah ! ils avaient bien raison de dénoncer la confusion ; ils savaient bien où elle se trouvait, puisqu'ils la portaient en eux.

Pierre MUALDES.

La Vie chère.

Le Cri des Jeunes, organe mensuel des Jeunesses syndicalistes de France, nous fait connaître l'avis suivant :

ARCHEVÊCHÉ

DE LYON

DENIER DU CLERGE

Petit examen de conscience d'un catholique

Combien je donnais pour le Denier du clergé avant la guerre ?

De combien le prix de la vie a-t-il augmenté depuis ? — De trois à quatre fois.

Combien je donne aujourd'hui ?

Mon offrande est-elle suffisante ?

Pour copie conforme :

LE SECRÉTAIRE DE L'ŒUVRE.

Alors, si les curés demandent que les offrandes soient triplées ou quadruplées sur les laux d'avant-guerre, c'est d'un mauvais exemple pour la paix sociale.

Les patrons chrétiens doivent tripler ou quadrupler les salaires de leurs serviteurs. Mais, au fait, pourquoi les raticheux s'intéressent-ils tant aux changes d'ici-bas alors que là-haut ou ailleurs, dans les trois compartiments de l'au-delà, les prix ont dû rester immuables !

○○○

Sera-t-il Ministre du Travail ?

Si de ne rien faire depuis pas mal d'années est une raison suffisante pour obtenir la place, nul doute que M. Jouhaux devienne Ministre du Travail.

Mais il y a une autre raison qui milito

mieux encore en faveur de cette hypothèse fort plausible :

La C.G.T. en ce moment se démène comme un beau diable en faveur du bloc des gauches, elle fait en province, réunions, réunions, dans l'intention de faire avaler au grand public son programme minimum qui, comme par hasard, s'apparente tout à fait avec le programme-promesses de M. Herriot et du Quotidien.

Oui, nous parions, tout ce que vous voudrez, que Léon Jouhaux quittera le ministère où il sévit depuis si longtemps pour l'autre qui est encore mieux rétribué.

Tant mieux et bon débarras.

La Vie des Lettres

Chefs-d'œuvre méconnus

On aime beaucoup parler de « chefs-d'œuvre méconnus » et on croit en découvrir à chaque pas.

L'éditeur Bossard publie depuis trois ans une « collection des chefs-d'œuvre méconnus », et ressort de vieux textes plus ou moins oubliés. Sont-ce des chefs-d'œuvre ? Heu ! il peut être permis d'en douter... à moins que le sens des mots « chefs-d'œuvre » ne se soit notablement modifié...

Il faut croire que c'est une manie — ou une maladie — que cette recherche incessante de « chefs-d'œuvre ».

Un chef-d'œuvre méconnu est une anomalie. Toute œuvre véritablement extraordinaire ne saurait passer inaperçue. Elle peut ne recueillir que des insultes, mais elle ne passera pas sous silence.

Et lorsque l'on échappe de la profonde poussière des siècles un livre quelque peu oublié, il est certes possible que ce livre soit un livre intéressant, mais pourquoi se presser de crier au « chef-d'œuvre » ?

PETITES NOUVELLES :

— Chez Chibrette (collection : « Les Grands Français »), paraissent des pensées choisies de Remy de Gourmont, sous le titre : « Réflexions sur la vie ».

— La veuve du poète Maurice du Plessy, Mme du Plessy-Plandre-Noblessa, vient de se voir attribuer, par le préfet de la Seine, un kiosque à journaux sis devant le 85 du boulevard Magenta.

Après avoir laissé le poète crever de misère, il fallait bien faire cette aumône à sa veuve !...

— Le leader du premier numéro du « Journal littéraire » sera signé de M. Gustave Geoffroy.

— On édite coup sur coup les inédits de Laurent Tailhade : « Le Paillason, Mœurs de province », « Des Tragédies d'Eschyle au Pessimisme de Tolstoï », « La Médaille qui s'efface », « Epîtres des hommes obscurs du chevalier Elric von Hutten » (précédées d'une étude sur Luther)...

— A la N.R.F., viennent de paraître les « Souvenirs » de Rabindranath Tagore ; dans la « Collection originale » (Editions Mornay), paraîtront cette année : Les « Lestrygons », par Alexandre Kourier, illustrés par M. Jean Lébédoff ; l'« Ile d'Europe », par M. Louis-Frédéric Rouquette, illustrée par M. Henri Barthes ; le « Prix Lacombyne », par Mlle Renée Dunan, illustrée par M. Jean Oberlé.

Georges VIDAL.

LIGUE DES RÉFRACTAIRES A TOUTES GUERRES

Palais de la Mutualité, rue St-Martin

Demain 16 Avril
à 20 h. 30

GRAND MEETING
contre la guerre

avec les concours assurés de :

TORRES et Suzanne LEVY, avocats ; Georges PIOCH, homme de Lettres ; André COLOMER, de l'U. A. ; COCHON « le fameux démolisseur », et de MASSELIER, aveugle de guerre.

Où aller
ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — Relâche.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Le Roi d'Ys ; Le Petit Chaperon Rouge.
GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Les Mousquetaires au couvent.
TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : La Poupée.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 45 : Prime rose.
ODEON. — 20 h. 30 : La Vie publique.
VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.
THEATRE CORA-LAPARCERIE. — Relâche.
NOUVEAU-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Torrent.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : R.U.R.

THEATRE DES ARTS. — Relâche.
THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 30 : Le Chemin des écoliers.
VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 45 : Il faut que chacun soit à sa place.

MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : Le Veau gras.
ALBERT-1^{er}. — 20 heures : Double Crème, Les Deux Blondes.
THEATRE ANTOINE. — 20 h. 30 : La Femme et le Pantin.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferny, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rost.

« En chasse », revue. — Dimanches et fêtes, matinales à 15 heures.
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : les chansonniers Jean Rieux, de Sautter, Rémondin, Sergères, Alex II, Dumont, G. Dauzais et la divette Kady Teissier.

« Dis qu' t'es fort !... », revue.
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 heures : Charles d'Avray et les chansonniers : Dormano, Brubach, Géo Robert, Lortal, Mme Jani Marsan. Spectacle d'art et d'éducation.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : « Nous n'avons pas de pommes cuites » (Cl. de Sivy).
LE PERCHOIR. — 21 heures : Grand spectacle montmartrois-juit, avec Jean Bastia et ses chansonniers.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin-Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art ; Maurice Hallé et les chansonniers.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Il semble que les résultats du referendum grec sont favorables à la république, et pour fêter son avènement, la loi martiale est entrée en vigueur hier dans tout le pays.

M. Papanastasiou a fait appeler les directeurs de journaux, leur a adressé des conseils de modération, et leur a demandé leur concours. Il n'est pas douteux que les journaux, toujours à la remorque des gouvernants, soutiendront la république avec autant d'ardeur et de conviction, qu'ils ont défendu la monarchie lorsqu'elle était au pouvoir. Tout le monde est d'accord pour assurer que la république c'est la liberté, et pour en être convaincu, il n'y a qu'à lire le premier décret publié, que reproduira ce matin toute la presse hellénique.

« En vue du rétablissement de la concorde nationale et pour hâter la pacification des esprits, le gouvernement promulguera aujourd'hui un décret interdisant à la presse, pendant une période de cinq ans, toute attaque contre la république, et toute discussion sur la question du régime. »

Les dirigeants de la Grèce ne doivent pas avoir une bien profonde confiance au nouveau régime, pour prendre de telles mesures. La parole est au prolétariat à présent pour abattre la nouvelle république qui conserve en son sein toutes les institutions périmées de la vieille monarchie.

« La Liberté » d'hier au soir publiait une déclaration de Trotsky à propos de la Bessarabie, d'après laquelle le dictateur russe aurait déclaré que la Russie ne consentait jamais à laisser la Bessarabie sous la souveraineté de la Roumanie, et aurait ajouté :

« Nous ne voulons pas la guerre, nous ferons tout notre possible pour l'éviter, mais, si elle éclatait, ce ne serait pas de notre faute. »

« La Liberté » ne donne pas la source plus que suspecte de son information. Les paroles attribuées à Trotsky, si elles sont vraies, sont en contradiction avec les dernières déclarations de Zinoviev, sur la question roumaine.

Nous ne pensons pas que la Russie se laissera entraîner dans une guerre désastreuse, et en tous cas nous espérons que les maîtres de la Russie, feront l'impossible pour éloigner tout conflit.

En France, la classe ouvrière ne permettra pas à son capitalisme de la conduire à une nouvelle boucherie, et pas plus contre son frère de Russie ou d'Allemagne elle ne consentira à prendre les armes.

Nous avons relaté hier l'incident qui s'était déroulé à la frontière tessinoise, et la protestation de Mussolini auprès du gouvernement fédéral.

Or l'Agence télégraphique suisse publie une dépêche d'après laquelle un nouvel incident, provoqué par le précédent, met en relief les procédés employés par les bandes du dictateur italien.

« Le maire de la localité frontalière tessinoise de Ponte-Tresa s'était rendu vendredi à Varese, en Italie, pour ses affaires personnelles. Il fut arrêté par les fascistes qui le conduisirent au siège du fascio et le soumettent à un interrogatoire sur les incidents de Ponte-Tresa. (On sait que selon la version italienne des soldats tessinois, en manœuvres à la frontière, avaient, il y a quelques jours, poussé des cris hostiles à M. Mussolini et au fascisme.)

« Ils exigèrent du maire qu'il publiât un manifeste déclarant que le prétendu incident et exprimant des excuses, à défaut de quoi ils organiseraient une expédition de représailles à Ponte-Tresa. « Nous sommes déjà 850 hommes armés, déclarèrent-ils au maire, et s'il est nécessaire nous irons jusqu'au Gothard. »

« Finalement, le maire de Ponte-Tresa s'est immédiatement rendu à Bellinzona où il a remis au gouvernement cantonal un rapport que celui-ci a transmis au Conseil fédéral. »

Les élèves de Mussolini ne doutent de rien. Ils ne se contentent pas de semer la terreur parmi la population italienne, ils se permettent à présent d'étendre leur champ d'action et d'imposer leur dictature à l'étranger. Dans tous les pays d'Europe, des bandes de chemises noires évoluent librement, organisent leur propagande, sous

l'œil bienveillant du prolétariat qui ne dit rien et laisse faire.

Le danger reste en France toujours menaçant, et les derniers succès électoraux des fascistes ne sont pas faits pour calmer l'ardeur de ces assassins. Méfions-nous et tenons-nous sur nos gardes.

J. C.

ANGLETERRE

LE COUT DE LA VIE

En Angleterre, pendant le mois de février, les œufs, le beurre, le poisson ont nettement baissé. La viande, le pain n'ont pas eu de modifications.

Le prix de la vie est à 78 % comparé à 1914. Les loyers sont élevés de 47 0/0 par rapport à 1914.

On peut dire que la situation des ouvriers anglais, malgré un chômage intense et persistant, est moins désavantageuse que celle des ouvriers français. Il est vrai que ces derniers ne peuvent même plus se défendre, sauf en quelques rares corporations, la politique, et surtout la politique soi-disant communiste, a anéanti les organisations syndicales.

TCHÉCOSLOVAQUIE

UN COUP DE GRISOU

Moraska-Ostrowa, 14 avril. — Une explosion de grisou a eu lieu dimanche matin au puits Gabriel, causant la mort de 15 ouvriers mineurs.

Une deuxième explosion survenue quelques heures plus tard n'a pas fait de nouvelles victimes, la mine ayant été complètement évacuée.

ALLEMAGNE

SUSPENSION DE LA « ROTE FAHNE »

Berlin, 14 avril. — Le ministre de l'Intérieur, Dr Jarres, a suspendu pour deux semaines, l'organe communiste « Rote Fahne » pour avoir publié un article « subversif ».

UN CONGE

A L'ASSASSIN DE KURT EISNER
Munich, 14 avril. — Le « Moniteur Général de la Haute-Bavière » à Landsberg, dément que le comte Arco, l'assassin de Kurt Eisner ait été mis en liberté mais reconnaît cependant que quelques mois de congé viennent de lui être accordés.

Si c'était un anarchiste qui soit en prison, on verrait le « conge » qu'on lui accorderait !

LEURS DIVIDENDES

BOUVIER TUE

PAR UNE VACHE FURIEUSE
Tarbes, 14 avril. — Gaston Baqué, 18 ans, de Saint-Léger, conduisant une vache au pacage, avait attaché à son poignet la corde qui la maintenait. Devenu furieux la bête prit la fuite, traînant après elle le malheureux bouvier, qui tomba et fut traîné sur un parcours de 50 mètres, dans un chemin très pierreux. Il aurait été mis en lambeaux sans l'intervention de deux personnes. Il avait cependant reçu des blessures telles qu'il a succombé peu après.

IL TOMBE DE L'ECHELLE

Paris, 14 avril. — Almeric Blet, 65 ans, peintre, demeurant 5 rue Pessard, était en train de repeindre une devanture au 91 de la rue de Paris à Pantin, lorsque l'échelle sur laquelle il se tenait fut heurtée et renversée par une voiture à bras.

Le malheureux tomba sur la chaussée et malgré un transport rapide à l'hôpital succomba peu après des suites de ses blessures.

LES INCONVENIENTS DU METIER DE « CHARMEUR DE VIPERES »

Mâcon, 14 avril. — Sur la place publique de Chamoux, Emile Sartelet, demeurant au hameau de Chazeuil, exhibait une collection de reptiles, prétendant les charmer. Pour justifier sa prétention, Emile Sartelet plaça une vipère dans sa bouche, mais il fut mordu et dut être transporté à l'hôpital de Bourbon-Lancy, où son état fut jugé grave.

Et personne ne prendra en pitié ce malheureux qui lui aussi risque sa peau pour amuser ses contemporains.

En lisant les autres...

La Chambre qui s'en va

Dans le Radical, on peut lire quelques vérités sur la Chambre qui s'en va, et c'est tellement rare de trouver une vérité dans le Radical qu'on peut la reproduire sans crainte :

Y aurait-il une variété de sadisme qui serait le sadisme sénatorial, et qui consisterait, pour ces messieurs du Luxembourg, à prolonger autant qu'il dépend d'eux, afin d'en savourer les spasmes, l'agonie d'une Chambre expirante ?

A en juger par le spectacle qui nous est offert depuis quatre ou cinq jours, on serait tenté de croire qu'en effet, cette variété de sadisme existe bien.

Le Sénat s'est manifestement appliqué, ou amusé, comme on voudra, à retarder la clôture de la session. Et il a ainsi contribué à compromettre encore et à déconsidérer un parlementarisme qui, vraiment, ne jouit déjà pas d'un si beau prestige. C'était pour le moins inutile.

Si le Sénat avait pu réussir à « compromettre encore et à déconsidérer le parlementarisme », il aurait fait une fois bonne besogne ; mais, hélas, le Radical peut être tranquille, il n'a plus que ça pour décourager les gogos... que sont les électeurs...

Le droit de critique

Bernard Gervaise, dans Paris-Soir, place sur un nouveau plan les droits de la critique. Il raconte :

Un poète ayant fait un voyage de rêve... on ne sait pas, M. Maurice Maeterlinck ayant fait un voyage en Sicile, a écrit un long article dans la revue « Demain » pour expliquer qu'il y avait attrapé des puces. Là-dessus, un avocat de Palerme, M. Sebastiano Rondini, blessé dans son amour-propre national, a écrit une lettre à M. Maurice Maeterlinck pour l'inviter à se considérer comme souffleté. L'histoire s'arrête là pour le moment. On ne sait pas ce que M. Maeterlinck a répondu à M. Rondini et si celui-ci est invité à se considérer comme mort. Quel qu'il en soit, voici la vieille question du droit de critique posée de nouveau, et cette fois sur le terrain international.

Si l'on étend la question à ce point...

L'avortement en Autriche

Dans l'En-Dehors, nous lisons ces lignes, au sujet de l'avortement en Autriche :

L'article 146 du nouveau Code pénal autrichien s'il punit la tentative d'avortement faite par un tiers, pour de l'avortement, après le troisième mois de la grossesse, même si la mère y consent et le désire, ne prévoit, par contre, aucune pénalité si l'avortement a eu lieu avant que soit achevé le troisième mois de la grossesse, dès lors qu'il a été pratiqué par une personne qualifiée sur le désir de l'intéressée (comme en Russie, d'ailleurs).

C'est déjà là, il faut l'avouer, une sérieuse supériorité sur le Code français qui a enlevé aux Assises le droit de juger les cas d'avortement pour les confier à la Correctionnelle, où les malheureux « inculpés » sont mécaniquement condamnés au maximum de la peine.

Oui, mais faisons attention

C'est encore dans l'En-Dehors que nous lisons, sous la signature de Gérard de Lacaze-Duthiers :

« Ce n'est pas un geste anarcho-sadique, disent des camarades, quand nous essayons d'obtenir justice pour un emprisonné, et quand, dans ce but, nous nous adressons à l'autorité. Ils ont raison, mais ils ont tort en même temps s'ils prétendent nous ôter tout moyen d'action avec ce refrain : « Ce n'est pas anarcho-sadique. » Bien peu de gestes sont anarcho-sadiques, parmi ceux que nous faisons chaque jour, comme celui de nous rendre à un travail quelconque de prendre l'autobus, de manger dans un restaurant, d'entrer dans un magasin, d'acheter un journal, etc... Il reste à la fin de la journée peu de gestes vraiment anarcho-sadiques. Méfions-nous des théories absolues : avec elles, on aboutit à l'inaction. Sans pour cela nous contredire et nous renier, nous sommes obligés de recourir à des moyens plus ou moins bourgeois pour obtenir justice pour les autres ou pour nous, moyens qui cessent de l'être étant donné le but que nous poursuivons, et qui servent nos idées plus que si nous nous confinions dans notre tour d'ivoire, prisonniers de nos conceptions et de nos préférences.

Certes, Lacaze-Duthiers a raison et bien peu des gestes de la vie courante sont anarcho-sadiques. Mais cependant, si l'on peut faire des concessions et recourir à des moyens tels que les supplices à l'autorité, etc..., il faut tout de même se garder de se laisser aller à l'indulgence. Les camarades est en jeu, il faut tout de même faire attention et ne pas s'abaisser stupidement, en se donnant des maîtres dont l'unique soin sera de se payer la tête des poires qu'ils auront bernées...

Faisons attention !

Les procédés gouvernementaux sont partout les mêmes

La Ligue des Droits de l'Homme communique la note suivante :

« Démobilisé en Orient, Salvette fut, en 1919, au cours d'un voyage d'affaires, arrêté sous l'inculpation d'espionnage, incarcéré à Tiflis et condamné à mort par le gouvernement des Soviets.

« Sa peine fut commuée et peu après, le condamné reçut la promesse d'être libéré en avril 1923. Cette promesse n'a pas été tenue.

« Des négociations ayant été engagées par l'intermédiaire de la légation de Pologne, il avait été presque convenu que Salvette ferait partie d'un convoi de prisonniers qui devaient être échangés contre d'autres prisonniers détenus par le gouvernement polonais. Mais l'échange n'a pas eu lieu.

« La Ligue des Droits de l'Homme vient de faire une démarche auprès des Soviets pour obtenir la grâce et le rapatriement de M. Salvette. » — (Radio.)

Victime de la société

Marcel Debril, âgé de 21 ans, demeurant 14, rue Jolivet, se rendit chez son père, lundi, vers 22 heures ; il l'attendit, et lorsque, dans l'ombre, il le vit, le frappa violemment d'un coup de marteau à la tête. Arrêté aussitôt, il raconta sa lamentable histoire :

Tout jeune, son père l'abandonna à l'Assistance Publique. Placé chez des paysans qui lui donnèrent plus de coups que de pain, il grandit dans la haine non seulement de la société, mais aussi de son père. Il ne trouva que des juges pour le condamner. Pourtant, malgré son geste déplorable, est-il vraiment coupable ?

Et cela fera-t-il réfléchir ceux qui placent leurs enfants à l'Assistance Publique ?

T. F.

Les malchanceux

Montpellier, 13 avril. — A Montpellier, M. Fernand Montane, 21 ans, étudiant, se rendait en automobile à Palavas, accompagné de deux de ses amis, lorsque par suite de l'éclatement d'un pneu, l'automobile alla se briser contre un platane. M. Montane fut tué sur le coup, ses deux compagnons sont grièvement blessés.

Le volant de sa voiture s'étant brusquement rompu, l'auto que pilotait M. Jules Stouder, agent voyer cantonal à Bédarieux, est allée se briser contre un mur. M. Stouder est grièvement blessé, sa mère, qui avait pris place également dans la voiture, a été tuée sur le coup. Une fillette de deux ans qui les accompagnait est indemne.

Bordeaux, 14 avril. — Une auto contenant 7 personnes a fait une embardée au lieu dit Borges, près la Teste (Gironde). Elle a capoté, tuant net le chauffeur et blessant légèrement les six voyageurs.

A TRAVERS LE PAYS

BROYEE PAR UN TRAIN

Nantes, 14 avril. — Ce matin, vers 7 h., l'express 122, allant du Croisic à Nantes, a renversé, en gare de Donges, Mme Chauveau, dont on releva le cadavre horriblement broyé.

NAUFRAGE D'UNE CHALOUPE

Lorient, 14 avril. — L'inscription maritime de Lorient a été avisée que la chaloupe 4.105, de Concarneau, ayant quatre hommes à bord, avait été trouvée, couchée sur tribord, avec son mat cassé, près de Groix.

On suppose que la barque a sombré vendredi dernier sur la Pointe des Chats. L'anxiété est grande sur le sort de l'équipage.

VICTIME D'UNE TEMPÊTE DE NEIGE

Perpignan, 14 avril. — Dans les bois de Formigères, on a retrouvé le cadavre de Mme François Tourné, disparue depuis novembre dernier, au cours d'une tempête de neige.

LA POLITIQUE divise la coopération

Nous avons relaté, hier, les pénibles incidents qui se sont produits à l'occasion de l'Assemblée générale des sociétaires de la « Famille nouvelle », coopérative de huit restaurants, fondée en 1900 par les syndiqués de la Voiture.

Le Parti Communiste cherche à s'emparer de cette œuvre ouvrière pour servir à ses buts électoraux et à ses fins de domination.

Par trois fois, aux réunions de cercle, les agents du P. C. furent désavoués. Dimanche à l'Assemblée générale, ils furent mis deux fois en minorité.

La majorité de la « Famille nouvelle », qui comprend ses vieux ouvriers fondateurs, des syndicalistes, des socialistes, des libertaires, des communistes, destitua le Conseil inféodé au P. C. et en nomma un nouveau, ainsi qu'un administrateur-délégué.

Les gérants des huit restaurants, au complet, s'engagèrent à ne reconnaître que le nouveau Conseil, le seul régulier et valable.

Voyant qu'ils étaient mis en minorité à l'Assemblée générale et qu'ils étaient méconnus des gérants, les chevaliers de la dictature essayèrent d'employer la manière forte dans la journée d'hier lundi.

Le triumvirat Henri-Bodin-Guillon, en automobile, appuyé d'une escorte de gardes rouges, se présenta hier dans les restaurants pour se livrer à une tentative de dictature. Les gérants étaient invités à reconnaître les usurpateurs et à remettre les recettes.

Parlout, et notamment à l'avenue de Saint-Ouen et à Crimée, les saboteurs de la coopérative furent sortis par le personnel et les consommateurs.

D'autre part, le nouveau Conseil avait convoqué tout le personnel à une réunion. Tous les restaurants étaient représentés pour ainsi dire par l'unanimité des employés des deux sexes.

Après intervention de plusieurs camarades, exposant la situation, il y eut appel du personnel par restaurant. Le recensement donna trois ou quatre voix pour le Conseil déchu et la presque unanimité se prononça pour le nouveau et légitime Conseil.

Voici l'ordre du jour qui fut voté d'enthousiasme :

« Le triumvirat de la « Famille Nouvelle », réuni extraordinairement le lundi 14 avril 1924, au restaurant coopératif du boulevard de la Villette ;

Après avoir été mis au courant des incidents qui se sont produits la veille à l'Assemblée des sociétaires ;

Après avoir pris connaissance de la circulaire distribuée ce jour et émanant d'un prétendu Conseil qui aurait été élu hier, rue Duhamel, circulaire qui tente de diviser le personnel en essayant de faire croire que les gérants molestent le petit personnel ;

Le personnel ouvrier de toutes catégories déclare inexacte et calomnieuse l'attitude imputée aux gérants ; se solidarise entièrement avec le nouveau Conseil élu hier par l'Assemblée régulière de la rue de Crimée, seul qualifié pour diriger la « Famille Nouvelle » ;

Le personnel s'engage à ne recevoir des directives que du nouveau Conseil et des gérants maintenus en fonction par ledit Conseil.

La présidente : Jeanne LE BRAS.

En résumé, les prétentieux « fécondateurs » du prolétariat ont été mis en minorité dans les assemblées délibérantes. Ils ont été ensuite vomis par les travailleurs de la Coopérative qui savent à quoi s'en tenir sur leur attitude.

Les sociétaires qui ont fondé la « Famille Nouvelle » et les ouvriers et ouvrières qui la font marcher et prospérer sont décidés à défendre leur œuvre commune contre les divisionnistes de la politique.

DANS PARIS

UNE BRUTE

Les inspecteurs de la sûreté ont arrêté Alfred Chehet, machiniste à la T.C.R.P. qui cherchait sa femme pour la tuer. Cette brute voulait obliger la malheureuse à se livrer à prostitution et la rouait de coups chaque soir. Ces temps derniers, il avait voulu mettre le feu au lit où dormaient ses trois jeunes enfants après avoir arrosé le lit de pétrole. Il en avait été heureusement empêché par sa femme et des voisins accourus.

CHAPITRE VI

En 1850, vivait à Moscou, dans une situation touchante à la misère, la nombreuse famille des princes Ossinine. Ce n'étaient pas des Tatars ou des Géorgiens, mais de vrais princes russes, descendants de Rurik en ligne mâle directe et légitime. Leur nom se rencontre fréquemment dans nos annales, au temps des premiers grands princes de Moscou, ils possédaient de vastes domaines, avaient plus d'une fois reçu des terres en récompense de leur vaillance, ils siégeaient au conseil des boyards ; mais, méchamment accusés de sorcellerie, ils tombèrent en disgrâce : on les ruina sans merci, on leur enleva toutes leurs dignités, on les exila au loin, et, une fois la maison des Ossinine ébranlée, rien ne put lui faire retrouver son antique éclat ; avec le temps, le séquestre sur ses biens-fonciers fut levé, on lui restitua ses biens mobiliers à Moscou, mais appauvrie, « desséchée », elle ne se releva ni sous Pierre Ier ni sous Catherine II, et, déclinant sans cesse, elle comptait déjà parmi ses membres des régisseurs, des surveillants de débit d'eau-de-vie et des commisaires de police. (A suivre.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 15 AVRIL 1924. — N° 9.

FUMÉE

par Yvan TOURGUENIEFF

— Permettez, dit précipitamment Litvinof, en voyant Potoughine se lever, je connais très peu le prince Coco, et préfère certainement votre conversation...

— Je vous suis très reconnaissant, reprit Potoughine s'inclinant : mais voilà déjà longtemps que je cause avec vous, ou plutôt que je parle tout seul, et vous avez vous-même remarqué qu'on finit par avoir un peu honte de son éloquence, quand on ne reçoit pas de réplique. Puis, cela suffit ainsi pour la première fois. Au bon revoir. Je vous le répète, je suis charmé d'avoir fait votre connaissance.

— Mais, attendez, Sozonthe Ivanovitch ; dites-moi où vous demeurez et combien de temps vous comptez rester ici.

Cette question sembla l'embarrasser. — Je resterais bien encore une semaine à Baden ; nous nous retrouverons ici chez Weber ou chez Marx... Je pourrais aussi passer chez vous.

— Quoi qu'il en soit, je voudrais savoir votre adresse.

— Oui ; mais voilà ce qu'il y a... je ne suis pas seul.

— Vous êtes marié ?

— Quelle idée ! Comment peut-on parler ainsi, sans réfléchir ? Non... Mais j'ai avec moi une jeune personne.

— Ah ! fit Litvinof sur un ton d'excuse.

— Elle n'a que six ans, ajouta Potoughine. C'est une orpheline... la fille d'une dame... d'une de mes bonnes connaissances. Il vaut mieux que nous nous rejoignons ici. Adieu.

Il enfonce son chapeau sur sa tête ébouriffée et s'éloigna rapidement dans la direction de l'allée de Lichtenhal.

« Singulier personnage ! pensait Litvinof en regagnant son hôtel ; il faudra le retrouver. » Il entra dans sa chambre ; une lettre était sur sa table. « C'est de Tania », se dit-il avec joie ; mais la lettre venait de la campagne, de son père. Litvinof brisa un épaïs cachet armorié et se disposait à lire...

lorsqu'il fut frappé par une odeur pénétrante, très agréable, qui ne lui était pas inconnue ; il se retourna et aperçut sur la fenêtre, dans un verre, un bouquet d'héliotrope. Litvinof le considéra non sans surprise, le toucha, le sentit. Cela lui rappela vaguement quelque chose, quelque chose de très éloigné, mais qu'était-ce ? Il ne pouvait le déterminer. Il sonna le domestique et lui demanda d'où venaient ces fleurs. Le domestique lui répondit qu'elles avaient été apportées par une dame qui avait refusé de se nommer, et avait seulement dit que Herr Zultenhof deviendrait certainement par ces fleurs qui elle était. Litvinof sembla de nouveau se souvenir de

quelque chose... Il questionna le domestique sur la tournure de cette dame. Elle était grande, élégamment vêtue et portait un voile.

— Ce doit être une comtesse russe, ajouta le garçon.

— Pourquoi le supposez-vous ?

— Elle m'a donné deux florins.

Litvinof le renvoya et resta ensuite longtemps devant la fenêtre, à réfléchir ; il finit enfin par faire un geste d'impatience et reprit la lettre de la campagne. Son père y répandait ses plaintes habituelles ; il l'assurait que le blé ne se vendait à aucun prix ; que les paysans n'obéissaient plus, et qu'apparemment on approchait de la fin du monde.

« Imagine-toi, disait-il, entre autres choses, qu'on a enlevé mon dernier cochon. Il serait certainement mort si de braves gens ne m'avaient conseillé de l'envoyer à Rézan, chez un prêtre connu pour ses remèdes contre le mauvais sort. La cure a réussi, en effet, on ne peut mieux ; en foi de quoi j'inclus ici la lettre même du prêtre comme un document. » Litvinof la parcourut avec curiosité. Elle était ainsi conçue :

Nicanor Dmitriev a été frappé d'une maladie que la médecine était impuissante à guérir ; de mauvaises gens la lui avaient subrepticement inoculée, et Nicanor en a lui-même avoué la cause : il n'a pas accompli une promesse qu'il avait faite à une jeune fille ; celle-ci a prié certains individus de le rendre incapable, et, si je n'étais pas venu à son aide en cette occurrence, il aurait infailliblement péri comme un ver ; mais, confiant dans l'œil de Celui qui voit tout, je me suis porté garant de sa vie. Comment cela s'est-il fait ? C'est un mystère. Je prie Votre Noblesse de tâcher que cette jeune fille ne s'occupe plus désormais de pareilles choses ; il conviendrait de la menacer, car elle pourrait encore faire

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Bronze de Paris. — Les patrons qui s'entendent s'apercevront bientôt qu'ils font fausse route. Les quelques maisons qu'ils ont entraînés avec eux verront bien qu'elles ont été jouées et qu'il vaut mieux pour elles que les ouvriers rentrent dans leurs ateliers avec toutes satisfactions. Car nous enregistrons avec joie que les ouvriers du bronze après 5 semaines de lutte sont toujours aussi vigoureux que décidés à obtenir leur place au banquet de la vie.

Consu-main de Paris. — Le cap du lundi est franchi, les grévistes sont résolus plus que jamais à lutter jusqu'à ce que satisfaction complète vienne couronner leurs efforts. Si les patrons comptaient sur des défections ils se sont trompés, le nombre des grévistes était plus nombreux ce jour que de coutume.

Réunion et pointage des cartes tous les jours à 5 heures, à la Bourse du travail. Réunion du Conseil et du Comité de grève, mardi 15 avril, à 20 h. 30, salle des Grèves. Présence obligatoire.

Faienciars-carreleurs de la Seine. — La section syndicale des carreleurs-faienciars a déclenché une grève générale de cette corporation le 8 écoulé. Nous rappelons à cette occasion que le devoir de solidarité s'impose. Tous les faenciars en bâtiment doivent s'abstenir pendant ce mouvement de travail de carrelage et de revêtement. Permanence tous les soirs, de 18 à 19 h.

Cuir et peaux de Romans. — Les maîtres patrons et l'arrivée de forts contingents de gendarmes et de troupes n'ont fait que préciser le caractère que revêt le conflit et donner un nouvel élan à la grève. Une entrevue avec le syndicat patronal avait été sollicitée par le Comité central de grève.

Après l'exposé des revendications ouvrières l'entrevue prit fin immédiatement sur le refus brutal de ces messieurs de discuter toute augmentation de salaires.

Par la suite, deux importantes maisons acceptèrent les revendications. A l'heure actuelle le conflit est agité.

Hier lundi, les gendarmes à cheval essayèrent de disperser les grévistes massés devant les usines.

A dix heures du matin, en réunion, décision fut prise de continuer le mouvement.

Coiffeurs d'Alger. — Après 15 jours de grève, les ouvriers coiffeurs d'Alger ont obtenu satisfaction. Ils réclamaient 6 francs d'augmentation par jour et l'application de la semaine de cinquante-quatre heures de travail. Espérons que cette victoire révélera les paroles de la coiffure de l'Afrique du Nord qui sont astreints à un véritable esclavage, étant donné le nombre d'heures de présence que le patronat les oblige à faire pour un salaire dérisoire.

Bravo aux camarades coiffeurs d'Alger pour le beau mouvement d'émancipation qu'ils ont soutenu.

Carriers-plâtriers de Montreuil-sous-Bois. — Suite d'une réunion qui eut lieu samedi soir, les ouvriers de la carrière Gallet décidèrent de présenter, pour le lundi matin, une revendication horaire de 1 franc pour toutes les catégories de travailleurs.

Revendication légitime quand des ouvriers gagnent actuellement des salaires maximum de 2 fr. 50 de l'heure et minimum de 1 fr. 90. Pour appuyer la délégation qui présenterait les revendications, un arrêt du travail à 9 heures avait également été décidé. A la stupéfaction de l'exploiteur Gallet, cette décision fut rigoureusement respectée et tous quittèrent le travail à l'heure désignée.

Algériens, Polonais, Français, fraternellement unis avec une même conscience de devoir de classe se sont dressés contre l'ennemi commun : le patronat.

Aux revendications qui furent présentées, ce triste exploiteur, avec des paroles mielleuses, osa répondre en offrant 0 fr. 10 d'augmentation. Une telle proposition fut considérée comme un outrage et la continuation de la grève fut décidée.

LA LUTTE du Bâtiment

DANS LE BATIMENT

C'est la seconde semaine de lutte et certains s'étonnent de ne pas avoir obtenu l'application complète de nos revendications. C'est que le combat de maintenant, évitant les sacrifices et les aléas de la grève générale demande de la part des copains davantage de ténacité et une lutte soutenue. C'est l'opposition sur le travail de la volonté ouvrière et de l'organisation patronale.

Que tous continuent aussi vigoureusement leur action, appliquant les méthodes adoptées par les meetings du 3 avril, sachant faire le travail à leur gré et non pour la seule satisfaction du patron.

C'est la solidarité effective qui a permis à nos camarades du bâtiment lyonnais de résister à leur patronat et de le vaincre. Ce sont notre solidarité et notre action énergique et persévérante qui nous feront avoir gain de cause.

Pour nos revendications, tous à l'action !

Le S. U. B.

TRAVAILLEURS DE LA VOIRIE

Le Bureau est ainsi formé : délégué à la propagande, F. Lefour ; adjoint, Trevidic. Camarades, depuis quelques jours les adhésions affluent. Tant mieux ! Nous ne pouvons plus rester aussi isolés, alors que nos manifestes sont si nombreux et si nombreux.

Tous à l'action ! Préparons-nous pour la grande réunion du 4 mai. Les tracts vont circuler incessamment sur tous les chantiers.

Pour les camarades de la maison Plantiveau, à Boulogne, le Bureau du syndicat a écrit et attend une réponse pour demain soir. Si elle est nulle, à vous d'agir en conséquence.

DANS LA SERRURERIE

La réunion du 11 avril a été un petit succès, et il a été réconfortant de voir des camarades que nous n'avions jamais vus.

On sent qu'il y a quand même un esprit de révolte dans la corporation. Que MM. les patrons se le disent, cet esprit ira en s'amplifiant, et d'ailleurs, l'organisation s'y attache.

Aussi, il est indispensable que les camarades qui se sont fait inscrire le 11, viennent à la réunion des délégués d'ateliers qui aura lieu mercredi 16, à 18 heures, Bureau 13 (4^e étage), Bourse du Travail.

Les membres du Conseil doivent être présents à cette réunion ; des décisions importantes seront à prendre.

CHEZ LES PEINTRES

Aujourd'hui mardi, à 17 h. 30, réunion du Conseil. L'ordre du jour étant chargé, tous les copains doivent être présents à l'heure.

Permanence, tous les jours, de 9 heures à 19 heures, Bureau 4 (4^e étage), Bourse du Travail.

On demande des bons compagnons au tarif de la région (5 francs de l'heure). Très pressé.

AUX OUVRIERS MENUISIERS

Les camarades sont invités à assister à l'assemblée générale qui aura lieu demain 16 avril, à 18 heures, salle Henri-Pérault, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Camarades, pour la réussite de cette réunion, qui doit faire date pour les menuisiers, vous ferez la propagande la plus active.

AUX CHARPENTIERS EN FER

En accord avec la décision de l'assemblée générale de la Section technique et après consultation du conseil général du S. U. B., le camarade E. Toussaint, ancien trésorier du syndicat en 1911, a été désigné comme propagandiste provisoire de la section.

Notre camarade entre immédiatement en fonction. Il visitera tous les chantiers et sera à la disposition des délégués directs qui voudront tenter et l'application des revendications et le recrutement des syndiqués.

Notre camarade a accepté ce poste sur nos sollicitations et pour un temps limité. Nous demandons à tous les militants charpentiers en fer, monteurs, levageurs, riveurs, forgerons de chantiers et de bâtiment, aides et similaires, d'apporter à notre délégué, dans l'exercice de son mandat, l'aide et la solidarité les plus complètes.

Le secrétaire : J.-B. Vallet.

POUR FAIRE CESSER UNE INJUSTICE

Réintégrez G. et L. Bouët

Louis et Gabrielle Bouët, instituteur et institutrice révoqués, viennent d'adresser au Préfet de Maine-et-Loire une demande de réintégration dans l'Enseignement.

« Révoqués pour faits syndicalistes et d'opinion, — écrivirent-ils, — nous croyons avoir jamais démerité et estimons être victimes d'une injustice. Tout homme impartial qui examinerait notre dossier aurait vite acquis la certitude que les mesures prises contre nous sont dues à l'animosité personnelle d'un chef de service pour qui tous les prétextes étaient bons.

« L'un de nous fut révoqué, en 1920, comme secrétaire de la Fédération de l'Enseignement. L'autre le fut, un an plus tard, sans motif, simplement parce qu'on voulait nous abattre tous les deux. Pourtant, durant nos années de services antérieurs (20 et 15 ans), nous avions toujours été jugés irréprochablement dans l'exercice de notre profession. On n'en voulait tenir aucun compte et l'on ne s'inquiéta pas davantage des trois enfants et des vieux parents dont nous avions la charge.

« Si même, du point de vue de l'administration, l'expression de nos idées et notre action corporative ont pu paraître condamnables, vous voudrez bien reconnaître, monsieur le Préfet, que la peine infligée a duré assez longtemps, et nous comptons sur votre esprit de justice pour y mettre un terme. »

Réintégrez nos vingt et un révoqués pour délit d'opinion, pour propagande pacifiste, pour exercice du droit syndical. C'étaient des maitres d'école.

Nous voulons croire que M. de Jovenel, le nouveau ministre de l'Instruction Publique, qui a défendu en 1912 des instituteurs poursuivis pour des « crimes » semblables, prendra la mesure de justice et d'apaisement qui s'impose.

La Fédération de l'Enseignement.

DANS LES METAUX

Réponse à un « chef »

« Monsieur Poussel,

« Je ne lis plus depuis longtemps l'Humanité, journal auquel on fait accomplir une bien triste besogne.

« Aujourd'hui seulement, j'apprends, par une réponse du camarade Chevallier, paru dans le Libertaire, que j'ai été mis en cause dans un article diffamatoire paru dans le journal du Parti communiste et sous votre signature. Après Broucheux, Cognard, Argence, vous avez cru devoir essayer de me salir, car loin de vous, il ne m'est guère possible de vous rappeler directement à plus de pudeur.

« Je pense que s'il restait chez vous un tant soit peu de dignité, vous ne vous lanceriez pas à la légère dans une voie aussi mauvaise, sans aucune preuve. Vous avez sans doute la prétention de discréditer un camarade qui ne pense pas comme vous, ce qui dénote chez votre personne une singulière étroitesse d'esprit.

« Pourriez-vous donc, monsieur, donner les preuves que ce soit moi qui ai remis à Chevallier la circulaire confidentielle du C. N. F. des Métaux ?

« J'attends de vous des preuves et non des insinuations.

« A bon entendeur, salut.

« N. LE GUILLERMIC,

« 116, rue Demidoff, Le Havre. »

Un émule de Treint à Rennes

Les incidents pénibles du 11 janvier sont encore à peine calmés, et encore bien moins oubliés dans nos lointaines provinces, qu'un triste et ombreux jaloux a voulu reprendre à son compte cette dictature du revolver, qui sied si bien aux artilleurs du P. C.

Au lendemain des tragiques incidents de la Grange-aux-Belles, c'étaient les syndicalistes qui, de concert avec les anarchistes, étaient les assassins ! C'étaient eux qui, aveuglés par la haine du communisme, tuaient froidement des camarades. Voilà ce que, pendant des semaines, sinon des mois, la vénale Humanité nous servait.

Nos camarades de Paris connaissant les coupables, nous ont dit qu'un jour prochain les responsabilités seraient établies, mais dès le début, il fut avéré qu'ils appartenaient au P. C.

Et c'est là que se place l'objet de cet entrefilet : c'est là qu'il faut que nous relations les hautes prouesses d'un brillant du P. C., secrétaire mal élu de notre U.L.U.

Voici les faits : Vendredi dernier 5 avril, à une réunion du Conseil d'administration de l'Union Locale, — l'orthodoxe cité plus haut, — mécontent que la réunion fut présidée par un camarade du Syndicat autonome de l'Ameublement, quitta la salle en jetant tous ses anathèmes moscovites aux camarades restés pour travailler. Naturellement, les délégués communistes — oh ! peu nombreux — suivirent leur chef de file et la séance se déroula dans une meilleure atmosphère de calme et de franchise camaraderie.

Le lendemain, samedi matin, notre camarade Quémerais, secrétaire de l'Union Locale et de l'Union Régionale, eut, au siège, la visite du funambulesque personnage. Alors que Quémerais lui demandait de répondre à une lettre adressée, une huitaine de jours auparavant, pour des renseignements d'ordre purement syndicaliste, le secrétaire des commissions syndicales, soudain pris d'une crise d'hystérie, lui flanqua son « rigolo » sous le nez et accompagna son geste de menaces de mort et d'une multitude d'injures importées de l'empire soviétique.

Quémerais ne broncha pas. Simplement, il lui fit remarquer sa lâche et ignoble conduite, et que, possédant, lui aussi, un « pétard », il ne demandait pas mieux que de sortir dans la cour régler la question.

Le trac s'empara de l'émule de Treint qui, à reculons, comprenant enfin toute la dérisoire de son acte, gagna la porte, blanc comme mort et proférant des mots inintelligibles.

L'après-midi se passa sans plus d'incidents ; mais, dans la soirée, des camarades ayant l'habitude de venir à la permanence, furent mis au courant des faits du matin. Et Quémerais, trouvant l'individu en conversation dans la cour, lui demanda s'il était toujours dans les mêmes résolutions. Celui-ci, larmoyant, décoiffé, penaud, honteux et confus, osa formuler des paroles de repentir d'une façon si mielleuse, si outragée, que certains nerfs de nos amis se défendirent impotemment pour lui : quelques coups de pied à l'arrière-Treint.

Des orthodoxes présents voulurent narguer. Un rappel à l'ordre énergique, et qu'ils ont dû comprendre, leur fit prendre une retraite prudente.

L'affaire en est là. Les fascistes rouges rennaiss, assassins ou apprentis assassins, sont avertis que nous ne craignons pas leurs brimades et que nous méprisons leurs intimidations.

S'ils touchent à un des nôtres, gare aux chefs-fallons !

Et dire que ça ose parler d'unité ! Ça ose parler d'avenir meilleur ! Ça se prétend mûr pour une révolution apportant aux travailleurs plus de bien-être et de liberté ! Dictature du revolver, tyrannie impitoyable, férule barbare, voilà où essaient de nous mener ces admirateurs du despotisme bolcheviste.

L. POUPET.

DANS LE BATIMENT

L'ISOLEMENT des divisionnistes

Les heures sont dures, disait Chivalié aux poseurs de rails. Hélas, oui, Nicolas et Teulade en savent quelque chose. Il ne faut jamais être plus royaliste que le roi, ni plus moscovite que Moscou. Pour ne pas avoir écouté ces recommandations de bon sens, Teulade et Nicolas sont de plus en plus voués à l'isolement et à l'amertume qui en découle.

Is avaient cru, en essayant de détacher du S.U.B. deux sections techniques, maçonnerie-pierre et charpente en bois, que le Kremlin illuminerait. Pas du tout.

Leur tentative de scission partielle dans le S.U.B. fut tellement réduite qu'on ne s'en aperçut même pas, aussi bien pour les cotisations que pour les assemblées. Les deux sections continuèrent à fonctionner normalement au sein du S.U.B. alors que les deux chefs scissionnistes se retirèrent lamentablement comme dans la retraite de Waterloo.

Par contre, l'Humanité publiait chaque jour des communiqués glorieux. Tout le bâtiment était derrière les deux commis du P. C. ; la truelle et l'égoïne s'inclinaient enfin devant la faucille et le marteau ; les innombrables « pantalons larges » du bâtiment et de la terrasse juraient, sur le rouge blason de Monmousseau, fidélité à l'I.S.R., à la C.G.T.U., à l'Internationale communiste et à tout le bazar orthodoxe.

Hélas, les journalistes sont de précieux auxiliaires, surtout quand ils sont bien payés ; mais ils sont comme Archimède, il leur faut un point d'appui pour soulever quelque chose de poids.

Et, dans cette pileuse affaire Nicolas-Teulade, ils ont surtout soulevé un lièvre qui ressemble à un lapin posé exprès. En d'autres termes, la montagne russe accouche d'une petite souris tout à fait soviétique.

L'autre jour, c'était le Comité général de l'U.D.U. qui refusait de reconnaître les deux

bateaux fantômes montés par les malheureux pilotes et qui, sans pitié, invitaient ces impuissants rameurs à quitter leurs épaies et à rejoindre au plus tôt la terre ferme et solide du S.U.B.

Dimanche, à la « Famille Nouvelle », il y avait réception de nouveaux sociétaires. Nicolas était inscrit et présenté par le vénérable Chateausais, beau-frère du citoyen « Yellow », un vieux travailleur du chantier latin de la rue Pelleport, blanchi sous le harnais impitoyable de la sinécure, d'ailleurs très habile dans l'art culinaire puisqu'il fait la cuisine française de la Vie Ouvrière et autres feuilles bien pensantes avec du caviar, des roublies et autres condiments d'origine russe. Et tout le monde s'en lèche les babines, comme on dit au pensionnat orthodoxe. Mais ceci est une autre histoire, et revenons à Nicolas.

Dans le malheur, on n'a plus d'amis. Nicolas en a fait l'expérience avec cet ingrat de Chateausais qui s'est conduit comme un vulgaire saint Pierre reniant le Christ.

Au moment où on appelait Nicolas, saint Pierre-Chateausais s'écriait : « C'est bien moi qui l'ai présenté, mais je ne le présente plus, car il ne remplit plus les conditions statutaires. »

Les « conditions statutaires », c'est d'avoir une carte unitaire. Or, comme Nicolas est dissident et autonome, il n'a plus de carte confédérale, et l'admission à la « Famille Nouvelle » lui fut refusée.

Ainsi donc, Nicolas se jette à l'eau pour sauver l'hôtelier bolcheviste et, conséquemment, pour continuer à assurer la pâtée aux Chateausais et autres nourrissons de cette bonne pension de famille. Alors que l'infortuné terre-neuve est en train de se noyer pour les pensionnaires, un de ceux-ci, le ventre plein, déclare indifféremment : « C'est bien moi qui lui ai dit de plonger, mais je ne lui ai pas dit de raser à barboter dans la vase. Je ne le reconnais plus ! »

Il y a plusieurs morales à tirer de cette histoire pénible. Nicolas est une victime car il agit sincèrement et ne cherche pas à se caser dans un filon quelconque. Si Nicolas retrouve un moment de lucidité, il s'apercevra qu'il est aussi difficile d'émanciper le syndicalisme dans un bureau politique que d'émanciper Chateausais et autres profiteurs de la propagande sur un chantier et de le faire travailler.

C'est d'ailleurs pourquoi tous ces farceurs sont partisans de la dictature sur le prolétariat. Car le jour où le prolétariat exercerait lui-même la dictature et imposerait, par exemple, le travail obligatoire, il y a une quantité de « marxistes intégraux », afin d'échapper au labeur, qui se réclameraient de Mussolini, de Primo de Rivera, ou de Boukarine, ce qui est à peu près pareil.

Mon cher Nicolas, il faut que je te dise que tout ce qui t'arrive, c'est bien de ta faute. Je ne veux pas te donner de conseils, ce serait trop prétentieux. Mais je te tends fraternellement la main, comme je la tends à toute infortune.

LESIEUR

INCOMPATIBILITÉ

entre syndicalisme et politique

Le lundi 7 avril, il y avait réunion de la Commission exécutive de l'Union départementale unitaire de la Seine, rue Grange-aux-Belles.

Le citoyen Grandin envoya sa démission de la C. E. parce que candidat aux élections législatives. Ce fut un moment d'émotion intense dans la tribune des Beni-Oui-Oui.

Grandin fut traité d'imbécile, de petit bourgeois, d'ignare de type à préjugés, de gâcheur. On peut bien être de la C. E. et être candidat politique ! En voilà une affaire ! D'ailleurs, y a-t-il une frontière entre l'économie et la politique ? Moscou ayant déclaré que la politique doit subordonner l'économie, il n'y a qu'à s'incliner. Au lieu de démissionner d'une fonction syndicale, le candidat Grandin devrait s'en servir comme d'une réclame.

Et, la fureur calmée, les meilleurs légistes de la tribu cherchèrent dans les statuts de l'U. D. s'il y avait incompatibilité entre une fonction syndicale et une mission électorale. Les recherches continuèrent.

En attendant, le citoyen Grandin fut l'objet d'un blâme pour avoir écrit une pareille lettre sans l'autorisation du P. C.

Communiqués syndicaux

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive demain, à 20 h. 30, précises, au siège.

Chausserie. — Réunion du Conseil syndical aujourd'hui, à 20 h. 30, à la Bourse.

Les camarades délégués pendant la grève au Comité central de grève du secteur du 13^e sont invités à assister à la réunion qui aura lieu demain, à 20 h. 30, 98, avenue d'Italie, pour la constitution du secteur de propagande.

Nécrologie. — Notre dévoué camarade Guéret est mort. Il laisse dans l'affliction une veuve et trois jeunes enfants. Une souscription est ouverte au Syndicat pour leur venir en aide, et chacun de nous se fera un devoir d'y participer.

Papier Carton. — Ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, 4^e étage, Conseil syndical.

Boulangers. — Ce soir, à 17 heures, Conseil, 2^e étage, Bourse du Travail.

Producteurs et Distributeurs d'Energie électrique. — Conseil banlieue, aujourd'hui, à 20 h., salle des Commissions, 5^e étage.

Emballers. — Réunion de Conseil extraordinaire aujourd'hui, à 20 h. 30.

Employés de l'Industrie hôtelière. — Réunion du Conseil syndical aujourd'hui, de 22 heures à 24 heures, Bourse du Travail, à la permanence.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Ce soir, de 20 h. 15 à 22 h. 30, Bourse du Travail, 5^e étage, bureau 1, permanence du secrétaire.

Machinistes et Accessoires de Paris. — Les machinistes et accessoires de Paris, réunis le 13 avril 1921, ont voté à l'unanimité moins une voix le rapport moral et financier du Conseil renouvelable.

Après le renouvellement du Conseil syndical et après délibération, le bureau suivant a été nommé : secrétaire général, Dupin ; secrétaire adjoint, Rochet ; trésorier, Martial Kieffer.

C. I. du 18^e. — Demain, à 20 h. 30, au cinéma Stephenson, 16, rue Stephenson (La Chapelle), grande réunion publique de propagande.

A l'ordre du jour : La Campagne de la C. G. T. U. pour les 6 francs et les 1.800 francs ; la Vie chère ; Les Salaires ; l'Impôt sur les salaires ; les Huit Heures.

Orateurs : Camarades de l'Union des Syndicats, de l'U.S.T.I.C.A. et du C.I. du 18^e. Entrée absolument libre. Invitation à tous les travailleurs du 18^e.

Jeunesse syndicaliste des 11^e et 12^e. — Notre jeune camarade G. Delphin fera une causerie sur « l'Education néfaste », demain, à 20 h. 30, à la maison des Syndicats, 2, rue Saint-Bernard.

Jeunesse syndicaliste de Cléchy. — La réunion de ce soir est remise exceptionnellement au vendredi 18, le camarade conférencier n'étant pas disponible ce soir.

DANS LE S.U.B.

CHARPENTIERS EN FER. — Conseil à 18 h. 45, avenue Mathurin-Moreau.

MONTEURS-ELECTRICIENS. — Conseil à 18 heures, bureau 13.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

AUJOURD'HUI

Réunion à 20 heures 30, Maison Communale 49, rue de Bretagne, des Comités d'Initiative de l'U.A. et de la Fédération parisienne : sont invités aussi à cette assemblée les membres du bureau antiparlementaire de chaque secteur.

Les groupes de la Seine et de la Seine-et-Oise sont priés d'envoyer si possible plusieurs délégués.

Conseil d'Administration DU « LIBERTAIRE »

C'est après-demain jeudi, que les membres du Conseil se réuniront, à 20 h. 30, au local habituel. Présence absolument indispensable de tous.

Groupe du 9^e. — La réunion du Groupe du 9^e est reportée à jeudi, en raison de la Conférence de la Ligue des Réformateurs.

Jeu. — A 20 h. 30, réunion au café des Trois-Portes, 43, rue Saint-Lazare. Causerie d'un camarade : « Sommes-nous idéalistes, passifs ou rétrogrades ? »

Invitation à tous.

Groupe du 18^e. — Mercredi, à 20 heures, 77, boulevard Barbès (métro Marcadet), le camarade Charles-Auguste Bontemps parlera des « Hécatistes anarchistes ».

Invitation aux sympathisants.

Groupe de Bezons. — Réunion demain, à 20 h. 30, place de la République.

Causerie par le camarade Bonder sur « Les Morales ».

Invitation cordiale à tous.

Pour la campagne antiparlementaire, la liste des candidats fictifs est complète. Que les camarades de Seine-et-Oise qui voudraient coller des affiches dans leur localité ou organiser des réunions veulent bien se mettre en correspondance avec E. Loison, 4, rue de Pontoise, à Bezons.

Les copains d'Argenteuil sont priés de donner signe de vie.

Province

Groupe de Nevers. — Jeudi 17 avril, à 20 h. 30, au bar des Halles, salle de l'U.D.U., 1, place Carnot, réunion publique et contradictoire par le camarade Armand. Sujet traité : Le Réalisme anarchiste.

Invitation cordiale à tous.

Y aurait-il dans le département des copains acceptant de figurer comme candidats ? Ecrire d'urgence à R. Chéreau, 8, rue Saint-Vincent, Nevers (Nièvre).

Groupe de Saint-Etienne. — Les camarades désirant participer à la campagne antiparlementaire sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu jeudi 17 courant, à 20 h. 30, café coopératif « Avenir social », cours Victor-Hugo, salle Jean-Jaurès. Les copains qui pourraient se présenter comme candidats fictifs sont priés de vouloir bien se faire connaître.

Groupe libertaire « Jeunesse libre » de Toulon.

Devant l'insouciance de nombreux camarades procureurs de livres, le Groupe a décidé, dans sa réunion du 10 avril, pour assurer la bonne marche de la bibliothèque, que la distribution des livres aurait lieu tous les mercredis, à partir de 17 h. 15, en présence d'un camarade délégué à cet effet. Le Groupe rappelle à tous les procureurs de livres qu'ils devront être accompagnés d'un camarade du Groupe.

Les camarades détenteurs de livres depuis plus de trois mois sont priés de les retourner le plus tôt possible.

Au groupe de Maubeuge

La conférence contradictoire du 30 mars, qui se tint salle des fêtes de Sous-le-Bois, n'a pas été vaine, quoique n'ayant pas fait grand bruit. Le camarade Hoche Meurant a eu une causerie vraiment intéressante, les communistes, sollicités plus particulièrement que les autres rétrogrades, pour contredire notre thèse, brillèrent par leur absence ; rien d'étonnant à cela bien entendu. Ils aiment bien mieux étaler leur démagogie devant des gogos absconds. Tout de même, quelles petites gens, pour de si grandes gueules, hein !

Cette réunion a rassemblé les anarchistes et sympathisants de la région, qui ont résolu de réorganiser le groupe. C'est chose faite maintenant, la première réunion a eu lieu le 3 avril, la seconde le 10, la prochaine aura lieu lundi 14. Les copains qui ont promis d'assister à nos réunions éducatives sont avisés que celles-ci se tiendront tous les lundis à 19 h. 30, salle des Fêtes de Sous-le-Bois. Une causerie sera faite chaque fois, par des copains différents.

Faites savoir cela à ceux qui s'intéressent à notre mouvement et vous même camarades, assistez régulièrement à nos réunions.

Allons les copains, de la volonté !

Communications diverses

Comité de Défense sociale. — Ce soir, à 20 h. 30, local habituel, réunion de tous les membres